

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AHLSTROM BRIGNOUD

1 Rue Alfred Frédet
38190 Villard-Bonnot

Références : 2025-Is031TS2
Code AIOT : 0006103253

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement AHLSTROM BRIGNOUD implanté 1 Rue Alfred Frédet 38190 Villard-Bonnot. L'inspection a été annoncée le 22/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale Sobriété hydrique 2025 relative aux prélèvements eau en eau. Cette visite a également été l'occasion de vérifier les suites données par l'exploitant aux demandes d'actions correctives formulées lors de l'inspection du 12 juillet 2022 notamment sur les valeurs limites d'émissions des rejets aqueux suite au classement IED (rubrique 3610.b) du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AHLSTROM BRIGNOUD
- 1 Rue Alfred Frédet 38190 Villard-Bonnot
- Code AIOT : 0006103253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AHLSTROM exploite à Brignoud (commune de Villard-Bonnot) une usine de fabrication de non-tissé (assimilée à la fabrication de papiers spéciaux) réglementée par les arrêtés préfectoraux :

- n°2005-06818 du 21 juin 2005,
- n°2007-10986 du 19 décembre 2007, modifiant l'arrêté du 21 juin 2005 sur l'autorisation de détenir et d'utiliser des radioéléments,
- n°DDPP-ENV-2016-12-07 du 16 décembre 2016, notifiant la rubrique IED 3610.b relative à la fabrication de papier, modifiant le tableau des rubriques de la nomenclature et prescrivant des études complémentaires suite à l'examen dossier de réexamen IED ;
- n°DDPP-IC-2018-01-18 du 25 janvier 2018, notifiant des prescriptions complémentaires sur la mise en œuvre de la directive IED.

La capacité autorisée pour la production de non-tissé est de 40 tonnes/j et 7000 tonnes/an. La production de 2023 est égale à 4 602 tonnes et pour 2024 à 5 038 tonnes.

110 personnes travaillent sur le site dont environ 60 personnes à la production.

Une baisse des commandes (pertes de marchés sur 2023-2024) est constatée.

La production est répartie en 2025 avec le développement des marchés du bâtiment à l'étranger (papier de parement pour les plaques de placo-plâtre).

Au sens de la directive relative aux émissions industrielles (dite IED), le process est classé dans la catégorie « Usines de papier non intégrées ».

La dernière inspection en 2022 portait sur la thématique action nationale EAU 2022 relative à l'autosurveillance et sur les suites données par l'exploitant aux demandes d'actions correctives formulées lors de l'inspection du 30 septembre 2019 (débit réservé) .

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/12/2016, Annexe 1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Plan des réseaux	Arrêté du 10 septembre 2020 (IED), alinéa 3 de l'article 5.5	Demande d'action corrective	3 mois
4	Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés	Arrêté Préfectoral du 21/06/2005, 1) annexe 4	Demande d'action corrective	3 mois
6	Sobriété hydrique	Arrêté préfectoral complémentaire du 16/12/2016, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
9	Débit réservé (Observation n°2 de l'inspection de 2019)	Arrêté Préfectoral du 25/01/2018, article 2	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Valeurs limites de rejets – conformité à l'arrêté préfectoral (DAC n°4 de l'Inspection de 2022)	Arrêté Préfectoral du 16/12/2016, article Annexe 2	Demande d'action corrective	12 mois
11	Valeurs limites de rejets -conformité à l'arrêté Ministériel IED (DAC n°5 de l'inspection de 2022)	Arrêté Ministériel du 10/09/2020 (IED), article 5.11 et 5.12 (VI et VII)	Demande d'action corrective	3 mois
12	Autosurveillance - fréquences de surveillance (DAC n°3 de l'inspection de 2022)	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10-4	Demande d'action corrective	3 mois
13	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Données de prélèvement : compteur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15 Arrêté du 10/09/2020 (IED), alinéa 1 de l'article 5.3 Arrêté préfectoral du 21 juin 2005, 1°) annexe 4	Sans objet
5	Obligations déclaratives - GEREP	Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4	Sans objet
7	Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3	Sans objet
8	Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10	Sans objet
14	Laboratoire accrédité pour les prélèvements et analyses PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection de 2025 relève des non-conformités faisant l'objet d'une lettre de suite notamment sur les points concernant le Plan de Sobriété Hydrique (PSH) et l'augmentation du volume prélevable autorisé pour le débit horaire (de 250 à 380 m³/h). Ce dernier point fait l'objet d'une demande de dépôt d'un porter à connaissance sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2016, Annexe 1			
Thème(s) : Situation administrative, activités autorisées			
Prescription contrôlée :			
NATURE DES ACTIVITES	VOLUME DES ACTIVITES	RUBRIQUES	CLASSEMENT
Fabrication de non tissés (assimilée à la fabrication de papiers spéciaux)	Capacité de production : 40 T/J et 7000T/an	2440	A
Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton avec une capacité de production supérieure à 20T/J		3610-b	A
Combustion au gaz naturel	Puissance thermique maximale = 11,1 MW dont chaudière 8,8 MW et sècheurs 2,3 MW	2910-A-2	D
Dépôt de bois, papiers, cartons ou matériaux analogues	Quantité totale stockée : 7 280 m ³ dont stockage produits finis (bâtiment stockage expédition 6 000 m ³ - environ 300 T)	1530-3	D
Stockage de matières, produits ou substances combustibles en entrepôt couvert – Hall matières premières (fibres cellulosiques, fibres synthétiques)	Volume entrepôt 6 250 m ³ Quantité stockée = 850 T	1510-3	D
Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance : 25,15 kW	2925	NC

Constats :

L'exploitant fait part du changement des brûleurs de la chaudière en 2022, la puissance thermique maximale est passée de 8.8 MW à 6 MW, la puissance thermique maximale totale est de 8.3 MW , activité restant classée au titre de la rubrique 2910-A-2 (régime déclaration).

Par ailleurs l'Inspection note que des modifications de la nomenclature sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2021 (Décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 - entrepôt) avec la suppression du double-classement de la rubrique 1510 avec la rubrique 1530, afin de privilégier un classement

<p>1510 unique. L'analyse doit être réalisée par l'exploitant afin de vérifier si le classement unique s'applique ou si le double classement reste effectif selon les critères Guide entrepôts - version 4 de juin 2024. Un plan des stockages doit être joint à la note afin d'identifier les lieux des différents stockages.</p> <p>Le classement doit aussi prendre en compte les matières inflammables telles que les liquides ou les aérosols.</p> <p>L'exploitant doit s'appuyer sur le guide entrepôt de matières combustibles (version 4 juin 2024) disponible sur le site https://aida.ineris.fr/guides/entrepots.</p>
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>Adresser à Madame la Préfète la demande d'antériorité pour la rubrique 1510 prenant en compte le stockage de produits finis (bâtiment stockage expédition) .</p>
<p><i>Type de suites proposées :</i> Avec suites</p>
<p><i>Proposition de suites :</i> Demande d'action corrective</p>
<p><i>Proposition de délais :</i> 3 mois</p>

N° 2 : Plan des réseaux

<p><i>Références réglementaires :</i> Arrêté du 10 septembre 2020 (IED), alinéa 3 de l'article 5.5</p>
<p><i>Thème(s) :</i> Risques chroniques, Schéma des réseaux</p>
<p><i>Prescription contrôlée :</i></p> <p>Le plan, tenu à jour, des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et ouvrages de traitement. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.</p>
<p><i>Constats :</i></p> <p>En 2022 l'inspection constatait l'absence de plan des réseaux.</p> <p>Un plan des réseaux a été transmis le 28/10/2022 à l'Inspection, version B du 27/10/2022 (plan n°5231) .</p> <p>Le 25 février 2025 l'inspection constate que sur ce plan , il manque:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les réseaux eaux pluviales et eaux domestiques; - le point de prélèvement au cours d'eau de Laval (avec la vanne de fermeture) et le point de prélèvement sur la sortie de la conduite de l'usine hydroélectrique de GEG; - le point de rejet sortie STEP au niveau du cours d'eau de Laval; - des légendes des couleurs utilisées; - le tracé du cours d'eau du ruisseau du Laval; - le/les point(s) de(s) surverse(s) d'eau retournant au ruisseau du Laval .
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>Mettre à jour le plan des réseaux.</p>
<p><i>Type de suites proposées :</i> Avec suites</p>
<p><i>Proposition de suites :</i> Demande d'action corrective</p>
<p><i>Proposition de délais :</i> 3 mois</p>

N° 3 : Données de prélèvement : compteur

Références réglementaires : Arrêté du 10/09/2020 (IED), alinéa 1 de l'article 5.3 Arrêté préfectoral du 21 juin 2005, 1°) annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance du prélèvement : compteur
Prescription contrôlée : <u>Arrêté du 10/09/2020 (IED), alinéa 1 de l'article 5.3</u> Ouvrages de prélèvements Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur, à l'exception des jours où il n'y a pas de prélèvements. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé. <u>Arrêté préfectoral du 21 juin 2005, 1°) annexe 4</u> L'alimentation en eau de l'établissement est assurée : Eaux industrielles : par prélèvement dans le ruisseau de Laval à partir de la prise d'eau de Loury alimentant les installations de production d'électricité. Le dispositif de mesure totalisateur de l'eau est relevé journalièrement.
Constats : <u>Différents prélèvements au sein du site et leurs usages :</u> Les prélèvements d'eau sur site sont de deux types : en eau potable (AEP) et en eau de surface (sur le ruisseau de Laval). L'eau potable est utilisée pour les usages sanitaires, pour le laboratoire et pour le process industriel (alimentation de secours servant à refroidir un scanner de défaut installé en ligne sur la machine de production (équipement Measurex)). L'eau du ruisseau de Laval est utilisée en usage process. Le site dispose de deux points de prélèvement pour le ruisseau de Laval : - Le prélèvement principal se situe sur la restitution de la turbine de la centrale hydroélectrique voisine du bâtiment de la papeterie, installée sur la chute d'eau de Brignoud (prise d'eau de Loury sur le ruisseau de Laval, 2km en amont de l'usine). Cette centrale hydroélectrique est exploitée par GEG (le flux résiduel de la turbine est directement restitué au ruisseau Le Laval). L'eau pour AHLSTROM est dérivée au niveau de cette restitution, puis relevée en amont de la papeterie pour le process. - Le deuxième point de prélèvement est implanté au niveau du ruisseau de Laval, cette prise d'eau est référencée « ROE 47072 - seuil prise d'eau papeterie Ahlstrom » et dérive l'eau du ruisseau via un canal de dérivation en direction de l'usine. Ce prélèvement est utilisé uniquement lorsque GEG arrête la turbine installée sur la chute d'eau de Brignoud. La papeterie doit respecter le débit réservé de 100 l/s (débit à restituer en aval de la prise d'eau) au niveau de ce point de prélèvement comme notifié dans l'arrêté préfectoral du 25/01/2018, en cas de prélèvement sur le ruisseau de Laval lors de l'arrêt de la turbine GEG.

AEP : dispositif de mesure totalisateur:

Le site est équipé d'un compteur « entrée » usine et de 5 sous-compteurs pour les postes laboratoire et pour l'usage secours pour le process (équipement Measurex). Le volume calculé pour l'usage sanitaire est effectué par soustraction entre le compteur « entrée » usine et les 5 sous-compteurs.

DEPARTS	Entrée Usine	Labo QC	LABO R&D	MEASUREX	ATELIER 1	LABO HUMIDE
---------	--------------	---------	----------	----------	-----------	-------------

Le relevé de ces compteurs s'effectue 1 fois/mois et les relevés sont disponibles (voir le point de contrôle suivant pour les volumes).

Eau de surface : dispositif de mesure totalisateur:

L'eau du ruisseau de Laval provenant de la restitution de la centrale hydroélectrique (ou du ruisseau du Laval prise d'eau d'Ahlstrom) est relevée par une station de pompage ; un premier compteur débitmétrique dénommé compteur Q1 station de pompage est présent sur la conduite en amont des filtres à sable après la station de pompage.

Un deuxième débitmètre est installé en aval des filtres à sable, dénommé compteur Q2 nourrice alimentation.

Entre le compteur Q1 station de pompage et le compteur Q2 nourrice alimentation, deux surverses d'eau retournent au ruisseau de Laval (une surverse canal amont des filtres à sable et une surverse au niveau de la réserve incendie). Cette deuxième surverse (environ 400 m3/j) imposée par l'ancien assureur sera supprimée en 2025 et remplacée par une vanne automatique de remplissage de la cuve sprinkler en cas d'abaissement du niveau et non plus par une surverse en continu.

Le relevé de ces deux compteurs s'effectue en continu via une supervision et les extractions de ces volumes sont disponibles (voir le point de contrôle suivant pour les volumes).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2005, 1°) annexe 4

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des volumes prélevables autorisés

Prescription contrôlée :

L'alimentation en eau de l'établissement est assurée :

eaux sanitaires : par le réseau public

eaux industrielles : par prélèvement dans le ruisseau de Laval (≈250 m3/h) à partir de la prise d'eau de Loury alimentant les installations de production d'électricité.

Constats :

1 - AEP , pour l'usage sanitaire et process/laboratoire:

Les relevés sont effectués 1 fois/mois et non hebdomadairement. Entre 2021 et 2024 les relevés sont les suivants:

Année	Consommation totale d'eau potable (m ³)	Consommation d'eau potable à destination du process (m ³)
2021	851	27
2022	769	11
De février 2023 à Mars 2024	1247	256
Mars 2024 à Juin 2024	221	0

et pour l'année complète sur 2024 (résultats exprimés en m3) :

Relevés d'eau potable 2024 :

DEPARTS	Entrée Usine	Labo QC	LABO R&D	MEASUREX	ATELIER 1	LABO HUMIDE
TOTAUX	764	7	62	39	82	73

Par calcul, l'inspection constate que l'eau potable utilisée pour l'usage sanitaire est de 501 m3/ an pour 2024, pour 110 personnes travaillant sur le site.

L'eau potable utilisée pour le process est une alimentation de secours qui sert à refroidir un scanner de défaut installé en ligne sur la machine de production. Pour 2024, la consommation en AEP pour l'usage process et le laboratoire est de 263 m³.

Une défaillance sur le circuit principal de refroidissement en 2023 a entraîné une différence de consommation de 256 m³ par rapport à une dizaine de m³ habituellement.

Il n'y a pas de valeurs notifiées dans l'arrêté préfectoral pour le prélèvement AEP. L'Inspection proposera prochainement de modifier le 1°) de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 21/06/2005 pour fixer de nouvelles prescriptions pour tous les prélèvements y compris pour l'usage AEP.

2- Eau du ruisseau de laval pour l'usage process:

Le volume autorisé est un débit maximum par heure (≈250 m3/h) sur la prise d'eau sortie restitution de la centrale hydroélectrique correspondant au compteur Q1 station de pompage.

L'exploitant a fourni à l'inspection plusieurs relevés qui expliquent les différences de volumes relevées par l'inspection pour les volumes prélevés au niveau du ruisseau de Laval :

- sur l'outil GEREP il est indiqué les volumes concernant le relevé sur le compteur Q1 nourrice alimentation (1er compteur),

- les déclarations de l'exploitant par courriel le 19/07/2024 dans le cadre des Informations demandées relatives à l'usage de l'eau à l'inspection sont celles des volumes du compteur Q2 station de pompage (2^e compteur);
- le débit maximum déclaré sur le document du plan de Sobriété Hydrique (PSH) est celui du Q1 nourrice alimentation (380 m3/h) (1er compteur).

L'inspection constate que le volume autorisé de environ 250 m3/h (prélèvement dans le ruisseau de Laval à partir de la prise d'eau de Loury alimentant les installations de production d'électricité) n'est pas respecté au niveau du Q1 station de pompage (avant les deux surverses). La deuxième surverse de l'ordre de 400 m3/j sera supprimée en 2025 et permettra de diminuer le volume prélevé au ruisseau de Laval (Q1).

Ce point étant relevé non-conforme, l'exploitant doit transmettre un porter à connaissance (PAC) pour l'augmentation à plus de 250 m3/h en argumentant pour toutes les consommations (horaires, quotidiennes et annuelles) sur la base :

- des tableaux présentés ci-dessous (tableaux 1, 2, 2bis et 3) relatifs aux consommations spécifiques,
- des économies attendues suite à la dernière étude,
- des valeurs MTD.

Tableau 1

Années	Prélèvement annuel sur le ruisseau de Laval (relevé Q1)	Rejet annuel ruisseau de Laval	Consommation nette/an	Nombre de jours travaillés	Consommation nette en moyenne par jour travaillé (ratio eaux rejetées / eaux prélevées)
2021	1152 280 m3	741 361 m ³	410 919 m3	316 j	1 300 m3/j
2022	1093 731 m3	695 213 m3	398 518 m3	273 j	1 460 m3/j
2023	1023 003 m3	610 786 m3	412 217 m3	235 j	1 754 m3/j
2024	960 843 m3	644 672 m3	316 171 m3	244 j	1 296 m3/j

Nota : Dans le cadre du Plan de Sobriété Hydrique (PSH) (voir point n°6 du présent rapport), il est demandé à l'exploitant l'estimation des pertes d'eau lors du process, en matière d'évaporation lors du séchage, de l'absorption par le papier et d'autres pertes diverses ; ces données sont à mettre en relation avec la consommation nette en moyenne par jour travaillé.

En examinant les débits spécifiques par rapport à la quantité réelle de papier produite, ramenés à la quantité autorisée de 7000 tonnes, il peut être estimé les volumes suivants :

Tableau 2

Années	Prélèvement annuel sur le ruisseau de Laval (Q1)	Production annuelle en tonnes	Prélèvement nécessaire par tonne de production	Prélèvement nécessaire pour la capacité maximale (7000 tonnes)
2021	1 152 280 m ³	5 967	193 m ³ /t	1 351 000 m ³
2022	1 093 731 m ³	5 391	202 m ³ /t	1 414 000 m ³
2023	1 023 003 m ³	4 602	222 m ³ /t	1 554 000 m ³
2024	960 843 m ³	5 038	190 m ³ /t	1 330 000 m ³

Une surverse de 400 m³/j sera supprimée en 2025, qui correspond à une économie de 135 610 m³ de consommation en eau:

Tableau 2 bis

Débit d'une des deux surverse	Nombre de jours travaillé en 2024	Économie d'eau en supprimant une surverse/an	Production 2024 en tonnes	Économie d'eau en supprimant une surverse/t	Économie d'eau en supprimant une surverse pour la capacité maximale (7000 tonnes)
400 m ³ /j	244 j	97 600 m ³ /an	5038 tonnes	19 m ³ /t	135 610 m ³

Concernant les données pour le prélèvement maximal en m³/h et m³/j, en examinant les débits maximaux par rapport à la quantité de papier produite, ramenés à la quantité autorisée de 7000 tonnes , il peut être calculé les données suivantes :

Tableau 3

Années	Débit maximum prélevé sur le ruisseau de Laval (Q1)/ j	Débit maximum prélevé sur le ruisseau de Laval (Q1)/ h	Production annuelle en tonnes	m3/j/t	m3/h/t	Débit maximum prélevé sur le ruisseau de Laval (Q1)/ j nécessaire pour la capacité maximale (7000 tonnes)	Débit maximum prélevé sur le ruisseau de Laval (Q1)/ h nécessaire pour la capacité maximale (7000 tonnes)
2021	10 007 m3/j	516 m3/h	5 967	'1,677	'0,086	11 739 m3/j	602 m3/h
2022	6 532 m3/j	272 m3/h	5 391	'1,212	'0,050	8 481 m3/j	353 m3/h
2023	6 945 m3/j	272 m3/h	4 602	'1,509	'0,050	10 564 m3/j	353 m3/h
2024	5 409 m3/j	Pas de chiffres	5 038	'1,073	./	7 515 m3/j	./

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***1- Relevé des compteurs AEP :***

Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur, à l'exception des jours où il n'y a pas de prélèvements.

2- Relevé des compteurs eau au niveau du prélèvement sur le ruisseau de Laval :

Pour plus de lisibilité il est demandé à l'exploitant de renommer les termes des deux compteurs (Q station de pompage (Q1) et Q nourrice alimentation (Q2)) dans les transmissions à l'Inspection et sur tous les documents (GEREP, PSH..). Ces termes seront repris dans un projet d'arrêté préfectoral qui sera proposé ultérieurement.

3- Volume prélevable autorisé sur le ruisseau de Laval :

Transmettre à Madame la Préfète et en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement un porter à connaissance proposant les prélèvements réalistes mais optimisés sur la base des tableaux 1, 2, 2bis et 3 et des éléments relevés au point 6 (amélioration du PSH, mis en œuvre des propositions de l'étude de 2021, etc ...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Obligations déclaratives - GERE
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Obligations déclaratives - GERE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
<p>Constats :</p> <p>La déclaration GERE est effectuée par l'exploitant.</p> <p>Concernant les volumes d'eau consommée ou prélevée, la cohérence entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les valeurs d'utilisation d'eau présentées dans les documents de l'exploitant (PSH) , • les déclarations faites par l'exploitant le 17/07/2024 pour l'usage de l'eau, • et GERE, <p>a été vérifiée . Ce point est abordé au point de contrôle précédent.</p> <p>Le volume à déclarer dans GERE pour le prélèvement en eau sur le ruisseau de Laval est bien le volume Q1 (Q station de pompage).</p> <p>Concernant les volumes d'eau rejetée, les volumes sont indiqués correctement dans GERE ainsi que le nom et la nature du milieu récepteur (cours d'eau, ruisseau de Laval).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sobriété hydrique

Références réglementaires : Arrêté préfectoral complémentaire du 16/12/2016, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion économe de l'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant remettra au plus tard le 31 décembre 2017 une étude technico-économique relative à la réduction des consommations d'eau sur le site.</p> <p>Cette étude comprendra une cartographie détaillée des différents postes de consommation d'eau sur le site. Pour chaque poste, un examen des possibilités de réduction des consommations sera réalisé. Les coûts seront donnés en euros par m³ d'eau économisé.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>1 - Étude technico-économique relative à la réduction des consommations d'eau:</u></p> <p>Pour rappel, lors de l'inspection en 2022 l'Inspection demandait à l'exploitant de compléter</p>

l'étude technico-économique relative à la réduction des consommations d'eau sur le site (étude transmise par courrier le 9/12/2019).

L'étude de 2019 précise que l'eau est pompée dans le ruisseau le Laval (via la restitution de GEG ou en prélèvement direct sur le ruisseau) et utilisée principalement au niveau de la préparation de la pâte (27%) et de la partie humide de la machine (62%). 54% de l'eau est utilisée sur les anneaux des pompes à vide (27%) et les brises mousses et rinceurs (27%).

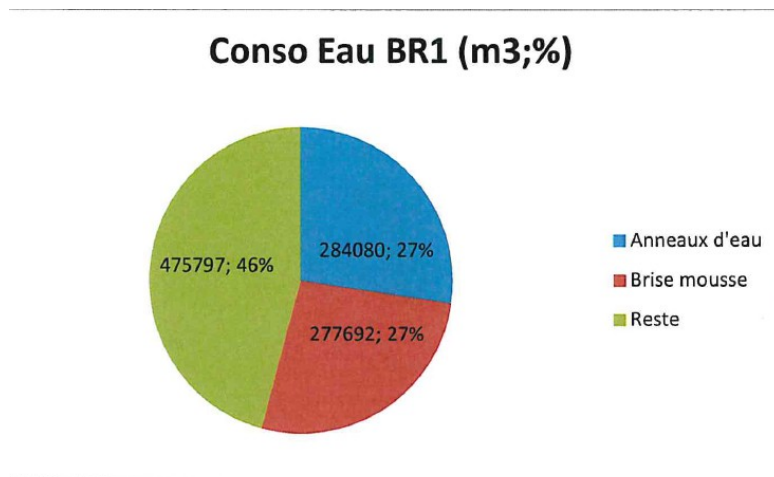


Figure 4 : Diagramme circulaire des consommations regroupées

Extrait étude AHLSTROM novembre 2019

Les pistes décrites dans l'étude fin 2019 et que l'exploitant devait étudier sous 6 mois, sont les suivantes :

- mettre en place un cycle de fonctionnement automatique sur les brises mousses et se renseigner sur les technologies de brises mousse,
- programmer l'arrêt des anneaux d'eau en cas d'arrêt de la machine.

L'inspection constatait en 2022 que les pistes de réduction des consommations d'eau n'avaient pas été étudiées par l'exploitant. De plus, l'inspection précisait que l'étude ne répondait pas aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral qui demande un examen des possibilités de réduction des consommations et la fourniture des coûts associés en euros par m3 d'eau économisée.

L'exploitant présente le 25 février 2025 des compléments à l'étude de 2019.

- Concernant l'arrêt programmé des anneaux d'eau en cas d'arrêt de la machine, l'exploitant précise que les anneaux d'eaux peuvent représenter jusqu'à 27% du volume total consommé par le site Ahlstrom Brignoud.

Ces anneaux d'eau ne sont pas asservis au fonctionnement de la machine. Pour réguler le fonctionnement de ces pompes à la production il est nécessaire d'installer des vannes pilotées. L'enveloppe budgétaire nécessaire à la réalisation de ces travaux est de 15 000 €. L'asservissement des anneaux à la marche machine aurait permis selon l'exploitant, en 2024 de réduire d'environ 8% la consommation totale soit 77 166m3 ou un coût en euros par mètre cube économisé de 0,19 cts/m3 (15m3/t de réduction, Ratio de consommation d'eau à production équivalente).

L'action sera déployée en 2025.

- Concernant le cycle de fonctionnement automatique sur les brises mousses, les investigations supplémentaires, c'est-à-dire des essais d'arrêts permanents ou intermittents ou la recherche de technologie alternative, n'ont pas permis de mettre en évidence des solutions adaptées aux besoins de l'exploitant. Cette piste n'est pas abandonnée par l'exploitant, la veille technologique est maintenue.

- par ailleurs, un autre flux peut être réduit. Il s'agit de la surverse permanente de la réserve incendie. Cette dernière était imposée par l'assureur et représente environ 400m³/j. Environ 20 000 € sont nécessaires pour assurer un niveau constant dans la cuve et un approvisionnement régulé. Le coût spécifique est de 0,13 cts/m³. Cette action est prévue en 2025.

2- Utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, présenté dans le Plan de Sobriété Hydrique (PSH)

L'indicateur de production est présenté dans le PSH réalisé par l'exploitant.

L'inspection constate que le volume consommé ramené à la production ne diminue pas, cela s'explique par un process de fabrication de papiers spéciaux qui demande une consommation d'eau importante.

L'exploitant n'a pas réalisé un ratio eaux rejetées / eaux prélevées dans le PSH. L'inspection a effectué cette analyse au point 4 du présent rapport. L'inspection invite l'exploitant à compléter son PSH par cette analyse et indiquer les pertes en matière d'évaporation lors du séchage, de l'absorption par le papier et d'autres pertes diverses.

3 - PSH : Recensement des actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets réalisées et futures dans le fonctionnement courant

L'inspection constate qu'entre 2019 et 2025 aucune action de réduction de consommation d'eau n'a été réalisée.

Il serait utile pour une meilleure compréhension de détailler l'action mise en place par un paragraphe explicatif.

4 - Détails des efforts réalisés par poste (PSH)

La date de mise en place des efforts réalisés par poste n'est pas précisée.

Conclusion:

En complément des observations précitées, l'Inspection constate que le PSH existe mais est à compléter par :

- les données sur 2023/ 2024, le PSH est un document à mettre à jour et à faire vivre ,
- le schéma/Bilan hydraulique (onglet 1 I.8) ,
- la description des MTD appliquées (se référer à la décision du 26 septembre 2014 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la production de pâte à papier de papier et de carton, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil) (MTD48, qui est reprise au II de l'article 5.6 de l'arrêté du 10 septembre 2020) ;
- le % de réduction en matière de prélèvement d'eau depuis 2018;

<ul style="list-style-type: none"> - le % d'eau recyclée; - les actions à mettre en place lors des épisodes de sécheresse, - le suivi du ratio eaux rejetées / eaux prélevées avec l'estimation des pertes en matière d'évaporation lors du séchage, de l'absorption par le papier et d'autres pertes diverses ; - les actions permettant de réduire le volume de la 1ere surverse. <p>Une version 2 de la trame du PSH est disponible, avec comme modification principale un onglet détaillant le volume de référence et le rappel des registres et déclarations requis. https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/psh-plan-de-sobriete-hydrique-contenu-attendu-et-a23169.html</p> <p>Il n'y a pas d'obligation de le mettre au nouveau format. Toutefois, l'intégration du nouvel onglet "volume de référence et registre" et l'ajout de données sur les volumes rejetés dans le premier onglet est recommandé.</p>
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>1 - Transmettre à l'inspection le plan d'actions avec les échéances de réalisation des travaux suite à l'étude technico-économique de 2019 relative à la réduction des consommations d'eau.</p> <p>2. Mettre à jour le PSH, et le tenir à disposition de l'Inspection.</p>
<p><i>Type de suites proposées :</i> Avec suites</p>
<p><i>Proposition de suites :</i> Demande d'action corrective</p>
<p><i>Proposition de délais :</i> 3 mois</p>

N° 7 : Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions

<p><i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3</p>
<p><i>Thème(s) :</i> Risques chroniques, Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions</p>
<p><i>Prescription contrôlée :</i></p> <p>Article 1</p> <p>I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.</p> <p>Article 3</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : [...]</p> <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>

Constats :

L'exploitant doit réduire ses prélèvements d'eau en cas de sécheresse, selon le niveau de sécheresse, alerte, alerte renforcée ou crise, ce qui n'est actuellement pas le cas.

Le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m³ et les activités du site sont soumises à autorisation.

L'Inspection constate que l'exploitant a réduit les prélèvements d'eau de 19% depuis le 1er janvier 2018 mais c'est essentiellement le fait d'une baisse d'activité, il faudra engager des actions pour limiter encore les consommations et entériner ces améliorations par une limite à la baisse des quantités autorisées à être prélevées par arrêté préfectoral complémentaire.

En l'état actuel l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 (réduction de prélèvements).

Pour nota, le volume de référence mentionné dans l'arrêté ministériel est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - exemption au cadre local

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit réduire de 25, 50 ou 100 % ses prélèvements d'eau en cas de sécheresse, selon le niveau de sécheresse, alerte, alerte renforcée ou crise, ce qui n'est actuellement pas le cas.

Cas d'exemption.

Cas 1:

L'arrêté n°38-2023-07-10-00009 « Arrêté cadre sécheresse » précise que sont exemptées les activités industrielles consommant :

- moins de 1000 m³ / an dans le milieu

ou

- moins de 1000 m³ / an dans le milieu et moins de 7000 m³ /an pour le total prélevé (réseau d'eau potable et milieu).

Cas 2:

L'arrêté préfectoral n°38-2023-07-10-00009 du 10/07/2023 « Arrêté cadre sécheresse » précise que sont exemptées les établissements qui disposent d'un arrêté préfectoral comportant des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, sous réserve que cet arrêté conduise à des réductions effectives en fonction des différents seuils, au-delà des simples mesures génériques (arrosage, fontaines, lavage, sensibilisation). Dans ce cas l'arrêté préfectoral prévaut.

cas 3:

L'arrêté préfectoral n°38-2023-07-10-00009 du 10/07/2023 « Arrêté cadre sécheresse » précise que sont exempts les établissements ICPE pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le

procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements ICPE veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production.

Constats :

L'exploitant a bien identifié dans le PSH les milieux de prélèvement et la zone sécheresse applicable:

- AEP Réseau commune de Froges
- Eau de surface : Ruisseau de Laval
- zone sécheresse applicable : Isère (38) - Belledonne

L'exploitant n'est pas exempté pour :

- le cas 1, puisque sa consommation annuelle est supérieure à 7000 m³ /an pour le total prélevé,
- le cas 2, car il n'y a pas de restrictions déjà prescrites par arrêté préfectoral, comportant des prescriptions conduisant à une diminution effective selon les seuils de gravité de sécheresse.

L'exploitant a mis en place un PSH, mais des compléments sont attendus sur ce PSH (cf. fiche de constat n°7). La baisse de consommation en eau est induite par la baisse d'activité. L'exploitant n'a pas démontré que les besoins en eau utilisés pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.)

L'inspection considère que l'exploitant n'est pas exempté pour le cas 3 mentionné à l'article 10 de l'arrêté n°38-2023-07-10-00009 « Arrêté cadre sécheresse » et est soumis aux critères de restrictions en cas de sécheresse, tant qu'il n'a pas fourni les éléments visés aux points 4 et 6 ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Débit réservé (observation n°2 de l'inspection de 2019)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2018, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, ruisseau de Laval

Prescription contrôlée :

Le débit à maintenir dans le ruisseau Le Laval immédiatement en aval de la prise d'eau référencée « seuil prise d'eau papeteries AHLSTROM » ne devra pas être inférieur à la valeur du dixième du module, soit cent litres par seconde (100l/s), ou au débit naturel du cours d'eau en amont de la prise si celui-ci est inférieur à cette valeur.

La valeur retenue pour le débit réservé sera affichée à proximité immédiate de la prise d'eau, de façon permanente et lisible pour tous les usagers du cours d'eau.

La restitution de ce débit minimal devra être assurée par un dispositif fiable, accessible, contrôlable visuellement. Ce dispositif sera mis en place avant le 30 octobre 2018

Constats :

Pour rappel, lors de l'inspection en 2019, l'inspection constatait que le dispositif de restitution du débit réservé de 100 l/s a été réalisé, mais il manquait l'affichage de la valeur de ce débit réservé et

l'absence de consigne de gestion de la vanne (vanne en position fermée en 2019).

L'exploitant présente le 25/02/2025 la consigne permettant la gestion de la vanne de prise d'eau au ruisseau de Laval.

Celle-ci est composée d'une photo présentant le moyen de lecture visible afin de vérifier la valeur du débit réservé.

La consigne précise que la vanne de prélèvement doit être toujours fermée sauf en cas de prélèvement, si et seulement si le niveau est supérieur à 20 cm (02 sur l'échelle limnimétrique).

L'inspection n'a pu accéder le 25/02/2025 à la prise d'eau, un arbre empêche son accès. Cependant, l'inspection constate de loin que la vanne est fermée, et l'affichage de la consigne sur le débit réservé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Rendre accessible l'accès à la prise d'eau référencée "seuil prise d'eau papeterie AHLSTROM" sur le ruisseau de Laval, en tout temps.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Valeurs limites de rejets – conformité à l'arrêté préfectoral (DAC n°4 de l'Inspection de 2022)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2016, article Annexe 2

Thème(s) : Risques chroniques, eaux usées industrielles

Prescription contrôlée :

Milieu récepteur	Paramètres	Flux spécifique annuel FSA en kg/T	Flux spécifique mensuel FSM en kg/T	Flux spécifique journalier FSJ en kg/T	Flux massique max annuel FMA en T/an	Flux massique max mensuel FFM en T/mois	Flux massique Max journalier FMJ en kg/j	Concentration Maxi journalière FMJ en mg/l (1)	Périodicité des mesures
Ruisseau Le Laval	MES	1	1	2	7	0,76	50	30	journalière
	DBOS eb		0,9	1			40	10	hebdomadaire
	DCO eb	5	5	5,5	35	3,8	220	50	journalière
	NH4+							0,4	mensuelle
	Azote global	0,4			2,8	0,3	19		hebdomadaire
	Phosphore total	0,04			0,28	0,03	1,9		hebdomadaire
	AOX								trimestrielle
	Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Pb, Ni, Zn et Hg)								trimestrielle

Constats :

1- Rappel en 2022:

Pour rappel en 2022, l'inspection constatait que les 3 pistes d'amélioration évoquées dans le courrier de l'exploitant du 9/12/2019 ont été mises en œuvre :

- mise en marche de la centrifugeuse et de la presse à vis lors de la présence du technicien de la STEP,
- installation d'un débit mètre sur l'injection de coagulant dans B2,
- formation des cadres de garde, astreinte maintenance et contremaîtres à la réalisation des essais et au réglage de la STEP Latex pour améliorer la gestion des dérives de la STEP Latex la nuit et WE.

L'inspection constatait en 2022 que les valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral du 16/12/2016 sont conformes à l'article 5.12 de l'arrêté ministériel du 10/9/2020 (IED) pour les paramètres MES, DCO, N et P.

Des dépassements significatifs (fréquence supérieure à 10%) sont constatés sur la DCO (flux spécifique journalier et concentration), DBO5 (flux spécifiques journalier).

L'inspection demandait la transmission d'un plan d'action et d'un échéancier permettant de réduire le nombre de dépassements.

2- Plan d'actions

L'exploitant a transmis le 29/08/2022 une proposition de plan d'actions sous 3 phases distinctes (identification des causes de dépassements, étude technico - économique, mise en œuvre des solutions retenues), mis à jour en janvier 2025 . Le plan d'action est présenté à l'inspection le 25/02/2025.

L'étude a permis dans un premier temps d'identifier les causes de dépassements et a permis de mettre en place les actions suivantes :

- amélioration du procédé sur l'équipement aéro-flottateur : en octobre/novembre 2022, une modification de la pompe de pressurisation a permis d'améliorer la qualité des bulles d'air, ce qui a permis une diminution du nombre de dépassements pour les MES en 2022 et 2024 de 80 %;
- changement du coagulant en 2023, ce qui a permis une diminution du nombre de dépassements pour la DCO en 2022 et 2024 de 45 %.

D'autres actions sont identifiées avec échéanciers:

Thématiques	Action	Échéance	Budget
Procédé	Remplacer la pompe d'eau pressurisée par une pompe de capacité plus importante pour atteindre le ratio 70% d'effluent – 30% d'eau pressurisée	12/2025	20k€
Procédé	Réduire la quantité d'effluent Latex par une meilleure mise en œuvre des matières premières	12/2025	60k€
Procédé	Poursuivre les essais relatifs aux solutions alternatives au décanteur centrifuge	06/2025	
Adjuvants	Réaliser un essai industriel pour le remplacement du polymère utilisé au décanteur centrifuge et réduire la DCO résiduelle	12/2025	

Le suivi de l'efficacité en continu de l'aéro-flottateur est difficile à mettre en place, depuis 2022 l'exploitant travaille sur cette piste et a installé un système de prélèvement pour suivre cette efficacité. Ce système a besoin d'être complété par le remplacement d'une sonde de turbidité, les essais sont en cours et devraient être mis en place en 2025.

3- Autosurveillance 2023-2024:

L'inspection constate sur les années 2023 et 2024 dans l'autosurveillance transmise sur GIDAF en flux spécifique journalier et en concentration :

- des dépassements pour la DCO de l'ordre de 6% en 2023, et de l'ordre de 5% sur 2024 ,
- quelques dépassements pour les MES (2 jours en 2023 et 3 jours en 2024),
- DBO5 (3 jours en 2023 et 1 jour en 2024).

Les actions mises en place depuis 2022 ont permis de diminuer la fréquence de dépassements par rapport aux constats de 2022. Les actions à venir permettront de continuer l'objectif de réduction de dépassements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre en place les actions présentées dans le plan d'action «Amélioration des flux spécifiques » afin de réduire encore les dépassements sur les valeurs limites de rejets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 11 : Valeurs limites de rejets – conformité à l'arrêté ministériel IED – DAC n°5 de l'inspection de 2022

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020 (IED), article 5.11 et 5.12 (VI et VII)

Thème(s) : Risques chroniques, eaux usées industrielles

Prescription contrôlée :

Arrêté Ministériel du 10/09/2020 (IED) , article 5.11

Conditions de rejets dans l'eau

La température des effluents rejetés est inférieure à 30° C dans le cas général. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoie ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Elle est inférieure à 35 °C en cas de traitement anaérobie ou lorsque l'eau utilisée est déjà à plus de 25 °C.

Le pH des effluents rejetés est compris entre 5.5 et 8.5, 5.5 et 9.5 s'il y a neutralisation alcaline.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l. L'exploitant met en place une surveillance à minima visuelle de son rejet. Cette surveillance est journalière dès lors qu'il y a un rejet.

Arrêté Ministériel du 10/09/2020 (IED), article 5.12(VI et VII)

cf . Annexe 1 du présent rapport

Constats :

L'inspection en 2022 demandait à l'exploitant de se positionner sur le tableau remis par l'inspection (tableau proposant la comparaison des VLE et fréquences des paramètres suivis dans le cadre de l'autosurveillance avec les arrêtés applicables au site) afin de compléter éventuellement les valeurs limites pour certains paramètres listés dans l'arrêté ministériel du 10/9/2020 (IED) (article 5.12).

Le 29 août 2022 l'exploitant transmettait un tableau complété avec des éléments (« SJ 20181107_TAB_Positionnement_AM_RSDE_v0.ods »).

L'inspection constate le 25/02/2025 que l'exploitant ne s'est pas positionné au regard de l'article 5.12-VI. (papiers spéciaux) à l'exception des AOX (usines de papiers spéciaux). Cf . Annexe 1 du présent rapport.

L'inspection demande à l'exploitant que la colonne "(Auto)-surveillance" du tableau transmis soit complétée avec les substances analysées sur la période 2020-2024 (moyennes et valeurs maximales des résultats d'analyses), paramètres indiqués en annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 16/12/2016. notamment avec le suivi des métaux et nonylphénols faisant l'objet de la surveillance pérenne dans le cadre de la réduction des substances dangereuses dans l'eau.

Par ailleurs le tableau transmis ne mentionne pas les paramètres à suivre mentionnés à l'article 5.11 de l'arrêté Ministériel du 10/09/2020.

A la réception des éléments, l'inspection est susceptible de modifier par arrêté préfectoral complémentaire l'annexe 2 de l'arrêté Préfectoral du 16/12/2016. Cette modification fera l'objet d'un rapport distinct de l'inspection.

L'inspection a constaté qu'il n'y a pas eu de dépassement des concentrations maximales pour les années 2023 et 2024 pour les paramètres AOX, Zinc et composés et Nonylphénols par rapport aux valeurs limites de l'article 5.12 (VII) de l'arrêté Ministériel du 10/09/2020 (IED)).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra se positionner sur le tableau « SJ 20181107_TAB_Positionnement_AM_RSDE_v0.ods » afin de compléter les valeurs limites pour certains paramètres listés dans l'arrêté ministériel du 10/9/2020 (IED) (article 5.12 VI. (papiers spéciaux) et 5.11).

L'exploitant complétera la colonne "(Auto)-surveillance » avec les substances analysées sur la période 2020-2024 dans le cadre de l'autosurveillance;

Transmettre le tableau complété à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020 (IED), article 10-4				
Thème(s) : Risques chroniques, eaux usées industrielles				
Prescription contrôlée :				
cf . Annexe 2 du présent rapport				
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, en 2022 l'inspection constatait que les fréquences de surveillance fixées dans l'arrêté préfectoral du 16/12/2016 pour les paramètres pH, T, débit, DCO, MES, N, P sont conformes à l'arrêté ministériel du 10/9/2020 (article 10.4) (IED).</p> <p>Les fréquences de l'arrêté préfectoral étaient respectées.</p> <p>L'inspection demandait à l'exploitant de se positionner sur le tableau remis par l'inspection afin de compléter éventuellement la surveillance par rapport à certains paramètres listés dans l'arrêté ministériel du 10/9/2020 (article 10.4).</p> <p>Le 29 /08/2022 l'exploitant transmettait un tableau complété (S) 20181107_TAB_Positionnement_AM_RSDE_v0.ods).</p> <p>Le 25/02/2025 l'inspection constate sur ce tableau des différences de fréquence pour les paramètres suivants :</p>				
	Arrêté préfectoral du 16/12/2016	Arrêté ministériel du 10/9/2020	Avis de l'inspection en 2022	Proposition exploitant
AOX ou EOX	Trimestrielle	Bimestrielle si FMJ>2kg/j	Bimestrielle	Demande de conserver la fréquence actuelle (trimestrielle) afin de grouper avec toutes les autres analyses trimestrielles (FMJ <2kg/j)
Zinc et composés	Trimestrielle	Mensuelle si FMJ>0,5kg/j Trimestrielle si FMJ>0,2kg/j	Trimestrielle	./
Nonylphénols	Semestrielle	Mensuelle si FMJ>0,005kg/j Trimestrielle si FMJ>0,002kg/j	Mensuelle	Une fréquence trimestrielle correspondrait plus aux valeurs de rejets qui sont inférieures à 0,002kg/j

<p>A la réception des éléments complémentaires demandés au point de constat n°11 et 12, l'inspection analysera la demande. Cette modification fera l'objet d'un rapport distinct de l'inspection.</p> <p>L'inspection constate dans le tableau transmis l'absence de fréquence pour les paramètres à suivre mentionnés à l'article 5.11. de l'arrêté ministériel du 10/9/2020 (IED)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra se positionner sur le tableau « SJ 20181107_TAB_Positionnement_AM_RSDE_v0.ods » afin de compléter éventuellement les fréquences par rapport à certains paramètres listés dans l'arrêté ministériel du 10/9/2020 (IED) (article 5.11) .</p> <p>Transmettre le tableau complété à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eaux usées industrielles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les résultats commentés de ses campagnes d'analyses, par voie électronique via l'outil GIDAF. Les 3 analyses ont été effectuées les 18 janvier, 12 février et 13 mars 2024. Il n'y a pas de dépassement constaté.</p> <p>L'inspection interroge l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> sur la possibilité d'utilisation de résine dans le process contenant des PFAS, sur les conditions des analyses effectuées en 2024 à savoir si le process en cours lors des analyses utilisait des résines. <p>L'exploitant précise que les résines utilisées peuvent contenir des traces de PFAS, mais depuis 2020 l'exploitant a mis en place des actions de réduction pour ne plus utiliser les résines fluorées à partir de 2025.</p> <p>L'exploitant ne peut certifier le 25/02/2025 si le process en cours utilisait des résines lors des analyses sur les rejets pour les PFAS en 2024.</p> <p>L'exploitant précise également que les boues de la STEP sont envoyées en centre d'enfouissement technique (CET).</p>

<i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i>
Transmettre à l'Inspection : - le plan d'actions avec les échéances visant à supprimer la présence de PFAS dans le process. - les éléments permettant de vérifier si les analyses PFAS réalisées en 2024 sont représentatives de l'utilisation des résines dans le process.
<i>Type de suites proposées :</i> Avec suites
<i>Proposition de suites :</i> Demande d'action corrective
<i>Proposition de délais :</i> 3 mois

N° 14 : Laboratoire accrédité pour les prélèvements et analyses PFAS

<i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<i>Thème(s) :</i> Risques chroniques, eaux usées industrielles
<i>Prescription contrôlée :</i> I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3. Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 g/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
<i>Constats :</i> L'entreprise mandatée par l'exploitant pour le prélèvement est la société SGS FRANCE Pôle mesure - VENISSIEUX. Toutes les analyses sont réalisées par SGS Environmental Analytics, Steenhouwerstraat 15, Rotterdam. Ce laboratoire est accrédité pour le prélèvement et l'analyse des PFAS dans les eaux résiduaires pour les 20 PFAS obligatoires, par l'Organisme accréditeur RVA (Pays Bas) (Numéro d'attestation d'accréditation L 028).
<i>Type de suites proposées :</i> Sans suite

Annexe 1
Arrêté Ministériel du 10/09/2020 (IED), article 5.12(VI et VII)

VI. Usines non intégrées de papier et de carton et installations de fabrication de papier des usines intégrées à base de pâte kraft, de PCTM et de PCM

Paramètre	Code SANDRE	Valeur limite en moyenne annuelle	
		Usines de papiers (sauf papiers spéciaux)	Usines de papiers spéciaux (1)
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	1,5 kg/t	5 kg/t
Matières en suspension (MES)	1305	0,35 kg/t	1 kg/t
Azote global	1551	0,1 kg/t 0,15 kg/t pour le papier d'hygiène	0,4 kg/t
Phosphore total	1350	0,012 kg/t	0,04 kg/t
Composés organo-halogénés adsorbables (AOX)	1106	0,05 kg/t pour le papier de décoration présentant une résistance à l'état humide	

(1) Dans le cas des usines qui présentent des caractéristiques particulières, notamment un grand nombre de changements de qualité (≥ 5 par jour en moyenne annuelle) ou une production de papiers spéciaux très légers (≤ 30 g/m² en moyenne annuelle), le préfet peut fixer des valeurs limites plus élevées.

VII. Toutes les installations

Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes selon le flux journalier maximal autorisé.

1. Demande chimique en oxygène (DCO) et matières en suspension (MES)
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) L'arrêté d'autorisation fixe une valeur limite d'émission maximale en concentration.
MES (Code SANDRE : 1305) L'arrêté d'autorisation fixe une valeur limite d'émission maximale en concentration.

2. Azote global et phosphore total
a) Dispositions générales
Azote global (Code SANDRE : 1551) 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j
Phosphore total (Code SANDRE : 1350) 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j
b) Dispositions particulières pour les rejets dans le milieu naturel appartenant à une zone sensible telle que définie en application de l'article R. 211-94 pour le ou les paramètres concernés par le classement en zone sensible
Azote global (Code SANDRE : 1551) 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si le flux journalier maximal est supérieur ou égal à 150 kg/j
10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si le flux journalier maximal est supérieur ou égal à 300 kg/j
Phosphore total (Code SANDRE : 1350) 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si le flux journalier maximal est supérieur ou égal à 40 kg/j
1 mg/l en concentration moyenne mensuelle si le flux journalier maximal est supérieur ou égal à 80 kg/j
c) Autres dispositions
Des valeurs limites de concentration différentes en azote peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote sans toutefois dépasser le double des valeurs limites définies ci-dessus.
Des valeurs limites de concentration différentes en phosphore peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 % pour le phosphore sans toutefois dépasser le double des valeurs limites définies ci-dessus.
Pour l'azote, lorsque le procédé d'épuration mis en œuvre est un procédé biologique, les dispositions prévues au a et au b sont respectées lorsque la température de l'eau au niveau du réacteur est d'au moins 12 °C. Cette condition de température peut être remplacée par la fixation de périodes d'exigibilité déterminées en fonction des conditions climatiques régionales.
Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées au a) et au b).

3. Substances spécifiques du secteur d'activité				
Paramètre	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite d'émission	Seuil de flux
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l	si le rejet dépasse 3 g/j
Composés organo-halogénés adsorbables (AOX) (1)	-	1106	1 mg/l	si le rejet dépasse 30 g/j
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	si le rejet dépasse 100 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,5 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
(1) Applicable uniquement aux installations ne disposant pas déjà d'une valeur limite d'émission imposée par les paragraphes II à VI du présent article et ne s'applique pas si pour au moins 80% du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs valeurs limites d'émission sont déjà réglementées de manière individuelle.				

4. Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau				
Paramètre	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite d'émission	Seuil de flux
Substances de l'état chimique				
Cadmium et ses composés (1) (en Cd)	7440-43-9	1388	25 µg/l	-
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
Mercure et ses composés (1) (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l	-
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
Nonylphénols (1)	84-852-15-3	1958	25 µg/l	-
Trichlorométhane (chloroforme)	67-66-3	1135	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
Autres substances de l'état chimique				
Di (2-éthylhexyl)phtalate (DEHP) (1)	117-81-7	6616	25 µg/l	-
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés (1) (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l	-
Dioxines et composés de dioxines (1) dont certains PCDD et PCB-DF	-	7707	25 µg/l	-
Hexabromocyclododécane (1) (HBCDD)	3194-55-6	7128	25 µg/l	-
Polluants spécifiques de l'état écologique				
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	-	-	NQE25 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25 µg/l
(1) Ces substances dangereuses sont visées par des objectifs de suppression des émissions et satisfont en conséquence en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.				

Annexe 2
Arrêté Ministériel du 10/09/2020 (IED), article 10-4

Paramètre	Condition de flux	Fréquence de surveillance
Débit	-	En continu.
DCO (3) (sur effluent non décanté)	Flux supérieur à 300 kg/j (7) :	Journalière (4) (5).
Matières en suspension	Flux supérieur à 100 kg/j (7) :	Journalière (4) (5).
DBO ₅ (sur effluent non décanté)	Flux supérieur à 100 kg/j (7) :	Hebdomadaire (6).
Azote global	Flux supérieur à 50 kg/j (7) :	Hebdomadaire (4).
Phosphore total	Flux supérieur à 15 kg/j (7) :	Hebdomadaire (4).
Hydrocarbures totaux	Flux supérieur à 10 kg/j :	Journalière.
Composés organohalogénés adsorbables (7) (AOX)	Flux supérieur à 2 kg/j (7) :	Mensuelle (pâte kraft blanchie). Bimestrielle.
Indice phénols	Flux supérieur à 500 g/j :	Journalière.
Cuivre et ses composés	Flux supérieur à 500 g/j : Flux compris entre 200 et 500 g/j : Flux inférieur à 200 g/j :	Mensuelle. Trimestrielle (9). Annuelle (2).
Zinc et ses composés		
Plomb et ses composés	Flux supérieur à 100 g/j : Flux compris entre 20 et 100 g/j : Flux inférieur à 20 g/j :	Mensuelle. Trimestrielle (9). Annuelle (2).
Nickel et ses composés		
Chrome et ses composés		
Autre substance dangereuse visée à l'article 5.12-VII-4	Flux supérieur à 100 g/j : Flux compris entre 20 et 100 g/j :	Mensuelle. Trimestrielle (9).
Cadmium et ses composés	Flux supérieur à 5 g/j : Flux compris entre 2 g/j et 5 g/j : Flux inférieur à 2 g/j :	Mensuelle. Trimestrielle (9). Annuelle (2).
Mercure et ses composés		
Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 5.12-VII-4	Flux supérieur à 5 g/j : Flux compris entre 2 g/j et 5 g/j :	Mensuelle. Trimestrielle (9).
EDTA, DTPA (8)	-	Mensuelle (2).

(1) Applicable sans condition sur le flux pour les installations classées au titre des rubriques 3610a et/ou 3610b à l'exclusion des activités de production de pâte à partir de matières premières fibreuses non issues du bois.

(2) Applicable uniquement aux installations classées au titre des rubriques 3610a et/ou 3610b à l'exclusion des activités de production de pâte à partir de matières premières fibreuses non issues du bois.

(3) La DCO peut être remplacée par le carbone organique total (COT). Si le COT est déjà mesuré parce qu'il fait partie des principaux paramètres de procédé, la détermination de la DCO est inutile ; il convient toutefois d'établir une corrélation entre les deux paramètres pour la source d'émissions spécifique et l'étape considérée de traitement des effluents.

(4) Des méthodes d'essai rapides peuvent être utilisées. Les résultats des tests rapides sont contrôlés sur une base mensuelle au regard des normes EN ou, en l'absence de normes EN, des normes ISO, des normes nationales ou d'autres normes internationales qui garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.

(5) Pour les usines exploitées moins de sept jours par semaine, il est possible de réduire la fréquence de surveillance afin de ne couvrir que les jours où l'usine est en fonctionnement, ou bien d'étendre la période d'échantillonnage à 48 ou 72 heures.

(6) La fréquence peut être moindre pour les installations non classées au titre des rubriques 3610a et/ou 3610b s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.

(7) Non applicable aux unités qui apportent la preuve qu'aucun AOX n'est produit ou ajouté par l'intermédiaire d'additifs chimiques et de matières premières.

(8) Applicable lorsque le procédé fait appel à de l'EDTA ou du DTPA.

(9) Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut se référer à des fréquences différentes pour la surveillance des rejets de micropolluants si celles-ci sont déjà définies par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station.